

ENTREPRENDRE

Sommaire

DOSSIER LA CHIMIE EN CENTRE-VAL DE LOIRE

Une activité phare de la régionp.2 et 3

Interview d'Olivier Piton, de France
Chimiep.4

Zoom sur Orrion Chemicals Orgaformp.6

Industrie chimique

Les laboratoires sous pression



LA CHIMIE EN CENTRE-VAL DE LOIRE

La cosmétique a la part belle

La chimie, à la peine en France comme en Europe et fortement touchée par la guerre au Moyen-Orient, occupe une place importante en Centre-Val de Loire, en raison, notamment, de la forte production de parfums et produits de beauté.



LVMH Recherche imagine ses produits au sein de son siège, à Saint-Jean-de-Braye, près d'Orléans.

Outre la production de parfums et cosmétiques, très active dans la région, l'industrie chimique fournit des ingrédients et matériaux indispensables à toute l'économie : plastiques, textiles, emballages, peintures, additifs alimentaires...

D'où un enjeu de souveraineté urgent, mis en avant par le président de France Chimie, Frédéric Gauthier, lors de l'assemblée générale du 15 avril. La production française a, en effet, reculé de 1,5 %, l'an dernier, alors qu'elle a augmenté de 3,8 % dans le monde. L'Europe ne cesse de perdre des parts de marché au profit de la Chine.

France Chimie attend « des réponses urgentes » et demande, entre autres, une préférence européenne lors des commandes publiques, notamment en faveur des principes actifs, des matériaux nécessaires aux batteries, aux terres rares recyclées. En effet, même les industriels du vieux continent se détournent de la chimie européenne, plus chère que ses concurrentes. Et l'inquiétude s'aggrave depuis la guerre au Moyen-Orient, à cause de l'inflation de l'énergie et des matières premières, ainsi que des ruptures d'approvisionnement.

La chimie regroupe 229.000 salariés en France, un

chiffre qui a reculé de 0,5 % l'an dernier, et environ 7.000 en Centre-Val de Loire. La très grande majorité des effectifs régionaux se concentrent dans les zones d'emploi d'Orléans, de Chartres et de Blois... et dans l'industrie cosmétique, qui, heureusement, résiste plutôt bien après une année 2025 maussade.

Les entreprises par branche

La chimie est traditionnellement divisée en grandes branches (source : Drets, 2018) :

- **Savons, parfums et produits d'entretien** : Ce secteur regroupait, en 2018, 72 % des salariés et 42 % des établissements employeurs de la filière chimique en Centre-Val de Loire, et 10 % des effectifs nationaux de la cosmétique française !

Parmi les plus gros employeurs, les Parfums Christian Dior accueillent, avec le siège national de LVMH Recherche, 3.000 salariés à Saint-Jean-de-Braye (Loiret). La région abrite, avec une ouverture plus récente à Chartres, les seules deux usines Dior au monde. La préfecture d'Eure-et-Loir, où siège le pôle de compétitivité Cosmetic Valley, accueille aussi les cosmétiques de Guerlain cosmétiques et Reckitt Benckiser (cosmétiques, soins). Citons aussi les deux usines Shiseido dans le Loiret, L'Oréal (cosmétiques) près d'Orléans, Sisley (parfums et

cosmétiques) à Villebarou (Loir-et-Cher) et Procter & Gamble (shampoings), à Blois (Loir-et-Cher). Cette activité, selon la Banque de France régionale, rebondirait depuis décembre, avec des trésoreries jugées « très solides » et une « demande dynamique ». La balance commerciale reste fortement positive, mais en recul.

Dans les nouvelles positives : Sisley construit une seconde usine à Vendôme (Loir-et-Cher), avec 200 recrutements à la clé. Un projet d'incubateur cosmétique Cosmeo est prévu à Marigny-les-Usages (Loiret). Expanscience, laboratoire de dermo-cosmétique et de rhumatologie, engage, à Epernon (Eure-et-Loir), plus de 30 millions d'euros d'investissements d'ici 2027.

- Chimie minérale :

Elle utilise comme matières premières l'eau, l'air, le gaz, les minéraux. Ses applications : fabrication de gaz industriels, colorants, pigments, engrais...

En 2018, elle ne représentait que 3,6 % des effectifs de l'industrie chimique régionale (15,1 % en France). On peut ainsi citer CPCE-Notilia à Ferrières-en-Gâtinais (Loiret), spécialisée dans le conditionnement et la commercialisation de produits chimiques de bricolage, d'entretien de la maison, d'hygiène et de désinfection professionnelle.

Texte

Carole Tribout

Photo

Archive La République du Centre

Des petites unités percheronnes dans la filière de la chimie

La filière française de la chimie regroupe autant des entreprises dans la chimie de base avec la pétrochimie, les gaz industriels ou les polymères, mais aussi dans la chimie fine et la chimie de spécialité, pour peinture, encres, cols, additifs et aussi la fabrication de molécules pour les médicaments, les cosmétiques et l'agrochimie. Cette diversité d'acteurs se voit aussi, à une petite échelle, au sein de la zone d'activité de Luigny, près de Nogent-le-Rotrou, dans le Perche eurélien. Parmi la dizaine d'entreprises installées dans cette zone industrielle rurale, à la sortie de l'autoroute A11, se trouvent l'entreprise CMS High-Tech, Dorier Plast et Soditen. Chacune dans sa spécialité touche à un segment différent mais important pour la filière.

Dorier Plast développe la plasturgie en extrusion soufflage

Laure Dorier a créé son entreprise en conception et réalisation de pièces techniques en plastique en extrusion soufflage, en novembre 2000. Avec une volonté et détermination sans faille, la jeune entrepreneure n'a cessé de développer ses activités dans divers domaines : automobile, travaux publics, médical, loisirs, balises pour les autoroutes, conduits d'air pour l'automobile, fontaines à eau pour les entreprises, pièces pour les camping-cars, chariots pour le médical, etc... De toutes ses énergies naissent des produits fabriqués sur-mesure pour répondre à une demande à chaque clientèle. L'entreprise eurélienne se charge de la gestion globale des projets pour mieux lutter face à la concurrence nationale et internationale. Dorier Plast ne cesse de réaliser une recherche appliquée, en relation avec des ETI (Entreprises de taille intermédiaires) françaises pour garder un avantage industriel sur ses concurrents. Depuis l'année dernière, l'entrepreneure collabore avec le groupe Raigi SA, à Rouvray-Saint-Denis, sur un nouveau projet qui devra aboutir au dépôt d'un brevet en innovation.



Sophie Allimonier, dirigeante de CMS High-Tech, PHOTO L'ÉCHO RÉPUBLICAIN

L'autre pépite de la zone percheronne, CMS High-Tech. Une entreprise familiale créée en 1992. Elle produit et commercialise des solvants industriels destinés à l'impression, la peinture, l'automobile, la cosmétique, la pharmacie... Elle s'est également spécialisée dans la collecte de déchets industriels, en proposant des solutions de valorisation de la matière notamment avec la régénération. CMS High-Tech emploie une petite quarantaine de salariés. Engagée dans une démarche responsable, CMS High-Tech agit pour réduire son empreinte carbone et accompagne ses clients dans des solutions d'économie circulaire. Dirigée par Sophie Allimonier, sa taille lui permet une forte réactivité dans l'élaboration de nouveaux processus destinés à répondre rapidement aux attentes de ses clients et aux réglementations. Depuis quelques années maintenant, les équipes de CMS High-Tech travaillent pour réduire au maximum l'empreinte carbone de l'entreprise et accompagnent leurs clients dans cette démarche. La régénération de solvants participe à l'économie circulaire : des produits utilisés, régénérés et réutilisés en France. « Nous sommes fiers d'être une entreprise familiale depuis plus de 30 ans, qui a su s'adapter et répondre aux demandes de ses clients », confie la responsable. L'entreprise a réalisé plus de 16 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2025. Elle a obtenu le prix de la performance, l'an dernier, lors des Trophées des entreprises d'Eure-et-Loir.

Belgom la marque de Soditen

Enfin, le groupe Soditen, expert en dépollution moteur depuis plus de 40 ans, conçoit et distribue des produits améliorant les performances des moteurs et l'entretien des automobiles, et motos. Il regroupe quatre marques à forte notoriété reconnues des professionnels de l'automobile dont Belgom. Créer pour la rénovation des flancs blancs des pneumatiques pour obtenir de « belles gommes », Belgom n'a cessé d'innover pour devenir la référence des nettoyeurs alu et chromes. Il fabrique des produits de soin automobiles et pour les motos. AHMED TAGHZA

En chiffres

France

4.000 entreprises
229.000 salariés (-0,5 %)

Production 2025 :
-1,5 %

2.408 postes affectés
par des plans de
licenciement en 2025

24.000 recrutements en
2025 (contre 26.000 en 2024)

- 18 % de l'excédent
commercial

Centre-Val de Loire

179 entreprises (source
Dev'up 2020)

6.953 salariés :
3.511 dans le Loiret,
1.821 en Eure-et-Loir,
198 dans le Cher ;
5.000 dans l'industrie
cosmétique

5,1 % des salariés nationaux
de la branche

Dans le Cher, la poudre, élément stratégique dans la défense



Le Cher n'est pas le département phare de l'industrie chimique dans la région. Deux entreprises se distinguent. Jacobi Carbons France, à Vierzon, spécialisé dans les solutions de purification et de filtration à base de charbon actif, et Bernardy-Isaltis, qui conçoit des sels minéraux de haute pureté, à Thénieux.

Hormis ces deux acteurs économiques, c'est peut-être dans le secteur de la défense, une activité a contrario très importante dans le Cher, que la chimie est plus prégnante. Si Bourges a été le berceau des réserves de poudre sous Napoléon III, la préfecture du Cher n'en produit plus. Dans l'effort industriel actuel pour soutenir l'économie de guerre en France, la société Eureenco a relocalisé en France, à Bergerac en Dordogne, la production de poudre à propulsion d'obus. Il faut dire que l'industrie de l'armement, qui tourne à plein régime, a un grand besoin de poudre. C'est le cas, à Bourges, pour les industriels locaux (KNDS, MBDA). C'est ici aussi qu'un acteur stratégique se développe depuis plusieurs années : Aéropatiale Batteries (ASB, en photo). Spécialisée dans la conception de piles thermiques, utilisées pour alimenter des missi-

les, des bombes, des obus à guidage terminal ou des torpilles, cette pépite industrielle capitalise depuis longtemps sur son savoir-faire technique basé sur l'électrochimie. La conception de la poudre conçue en ambiance sèche, est un élément clef de ses piles thermiques.

Grâce à cette maîtrise technologique unique et reconnue mondialement, ASB avait récupéré, en 2023, la production de piles amorphes destinées aux munitions de canon. Une relocalisation d'activité qui était tenue jusque-là par Thalès, au Pays-Bas. Depuis plusieurs années, ASB investit à Bourges. Si sa production est surtout destinée aux systèmes de défense, ses piles sont également utilisées pour alimenter en énergie des sièges éjectables ou encore des systèmes de secours pour les avions, mais également le secteur spatial (lanceur Ariane 6). À Bourges, dans la formation cette fois-ci, pérenniser le savoir-faire pyrotechnique est au cœur de la pédagogie du Campus Pyro du futur. Dans son catalogue de formations, elle propose, notamment, la chimie des explosifs, ou comment maîtriser les processus de transformation chimique des matériaux explosifs dans le contexte industriel.

Ou Bernardy, à Thénieux (Cher), qui fabrique des sels minéraux de haute pureté, pour les dentifrices, la cosmétique, la nutrition...

- Chimie organique :

Fabrication de produits pétrochimiques, de matières plastiques et de caoutchouc synthétiques. Applications : pièces pour l'aéronautique, l'automobile, la construction, l'emballage...

En 2018, elle réunissait 12,2 % des effectifs de l'industrie chimique régionale (20,8 % en France).

Parmi les entreprises représentatives, Stéarinerie Dubois et fils, dans l'Indre, entreprise bicentenaire, transforme des dérivés d'huiles végétales en ingrédients destinés aux marchés de la cosmétique, de la pharmacie, de l'agroalimentaire... Cette entreprise a ouvert, l'an dernier, un nouveau laboratoire R & D et qualité.

Orgapharm, à Pithiviers (Loiret), fabrique des principes actifs pour l'industrie pharmaceutique et de petites séries pour, entre autres, la cosmétique. L'entreprise, en redressement judiciaire depuis avril 2025, a malheureusement dû procéder à des licenciements.

- Spécialités chimiques :

Formulation des matières premières. Applica-

tions : produits de beauté, peintures, colles... Cette branche emploie 12,1 % des effectifs de l'industrie chimique régionale (30,1 % en France). Parmi les entreprises de la région, Chryso France fabrique des adjuvants et additifs pour ciment et béton à Sermaises (Loiret). Orrion Chemicals Orgaform fabrique des colles, revêtements pour le verre creux, agents démolants et recycle des matelas usagés à Semoy (Loiret).

En Eure-et-Loir, CMS High Tech produit des solvants industriels destinés à l'impression, la peinture, l'automobile, la cosmétique, la pharmacie à Luigny. Alban Muller International est spécialisée dans la production d'huiles essentielles.

Jacobi Carbons France, à Vierzon (Cher), a lancé une nouvelle unité de production, fin 2025. Un investissement de 30 millions d'euros. Jacobi Carbons France est spécialisée dans les solutions de purification et de filtration pour l'air ou l'eau potable, à base de charbon actif issu de noix de coco, dans le domaine de l'alimentation, de la pharmaceutique et des applications de spécialité. L'entreprise a été primée par le Prix spécial du jury à Paris lors des Trophées Chimie responsable 2025.

LA CHIMIE EN CENTRE-VAL DE LOIRE

Olivier Piton

« La chimie, c'est la base de tout »

Olivier Piton préside France Chimie Centre-Val de Loire depuis juin 2025, une organisation professionnelle qui représente 200 entreprises et 10.000 salariés dans la région. Celui qui dirige également la société VWR, située à Briare, dans le Loiret, rappelle les difficultés rencontrées par le secteur, notamment depuis la guerre au Moyen-Orient, même s'il continue de recruter des salariés.



Olivier Piton préside France Chimie Centre-Val de Loire depuis juin 2025.

Texte et photo
Anne-Laure Le Jan

BIO EXPRESS

16 novembre 1975

Olivier Piton naît à Orléans.

2000

Il sort diplômé de l'École supérieure de commerce et de management (ESCEM) de Tours (Indre-et-Loire).

De 2009 à 2019

Il devient directeur du centre de recherches de Fleury-les-Aubrais de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (Seita), filiale d'Imperial Tobacco. Il gère la fermeture du site en 2019.

2020

Olivier Piton intègre VWR, filiale du groupe américain Avantor, dont le site français se trouve à Briare (Loiret). Il est directeur général et responsable des achats frais généraux France depuis 2023.

Est-ce le fait d'avoir grandi avec un père docteur en chimie au CNRS qui a donné à Olivier Piton le goût pour cet univers ? Toujours est-il que l'homme de 51 ans préside l'organisation professionnelle France Chimie Centre-Val de Loire depuis juin 2025. « La chimie, ce n'est pas un vain mot, c'est la base de tout. Quasiment tout s'explique avec elle », sourit celui qui est aussi à la tête de VWR, à Briare, une filiale du groupe américain Avantor, spécialisé dans la fourniture de produits pour les sciences. Olivier Piton apprécie « l'absence de routine » et « la variété » que lui confère son métier : « On a des points techniques à gérer, des points sociaux, des points humains, des points réglementaires. Il n'y a pas deux jours qui se ressemblent. »

Le quinquagénaire, né à Orléans en 1975 et diplômé de l'École supérieure de commerce et de management de Tours (Indre-et-Loire), débute sa carrière en exerçant des fonctions financières dans de grands groupes américains, des sous-traitants d'équipements pour la téléphonie mobile et d'électronique pour l'automobile. Puis, il intègre l'industrie du tabac. À partir de 2009, il travaille au sein de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (Seita), filiale d'Imperial Tobacco. Il devient directeur du centre de recherches de Fleury-les-Aubrais et doit gérer sa fermeture en 2019, avec près de 100 postes supprimés. Un moment difficile pour Olivier Piton, qui reste à jamais gravé dans son esprit.

Des coûts en hausse à cause de la guerre au Moyen-Orient

L'homme rebondit en intégrant VWR, où il occupe encore aujourd'hui les fonctions de directeur général de l'entité française et directeur du site briarais, le seul industriel de l'Hexagone. Ce dernier s'appuie sur deux activités : une plateforme logistique pour les équipements et consommables de laboratoire, ainsi qu'une unité de conditionnement de produits chimiques.

Dès 2021, le chef d'entreprise rejoint France Chimie Centre-Val de Loire en tant qu'administrateur et trésorier, avant de succéder à Jean-Claude Maesano à la présidence. Son objectif est d'être « au service du monde de la chimie dans la région, de nos adhérents au quotidien. Il faut comprendre quels sont leurs besoins et les faire remonter au niveau de la structure nationale de France Chimie. Je suis une sorte de courroie de transmission. » Un rôle qu'Olivier Piton prend à cœur, surtout au regard des crises successives que l'industrie de la chimie doit affronter ces dernières années, telles que la guerre en Ukraine et la récente guerre au Moyen-Orient. Celle-ci provoque une augmentation du coût des matières premières, notamment des solvants.

« Quand des adhérents ne sont pas dans une forme olympique économiquement, c'est important de les accompagner en termes d'hygiène, de sécurité, d'environnement, de réglementation. Je pense en particulier aux petites structures car la chimie, dans la région, c'est très vaste. Ça va d'entreprises comme Dior jusqu'à des TPE (Très petites entreprises) où travaillent quelques personnes seulement. Les grosses ont le dos suffisamment solide pour faire face et attendre que les choses s'améliorent. Ce n'est pas forcément

le cas des petites, qui peuvent être impactées de plein fouet. » Ce soutien se traduit par une écoute et une orientation vers France Chimie nationale, organisation dotée d'experts, ou vers d'autres autorités compétentes. Avec une mission : « Sortir le chef d'entreprise de l'isolement. »

Dans la région, la chimie représente « près de 200 sociétés et 10.000 salariés », indique Myriam Rouet-Meunier, secrétaire générale de France Chimie Centre-Val de Loire. Or, ici, comme ailleurs en France et même en Europe, le secteur « peine. Les taux d'utilisation de nos usines sont bas, autour de 70 %, alors que les points d'équilibre sont plutôt à 80 %. Elles ne sont pas utilisées à un niveau qui permette d'assurer l'équilibre de l'activité », déplore Olivier Piton.

La France et l'Europe doivent composer avec la concurrence asiatique

Les entreprises françaises doivent composer avec la concurrence des pays asiatiques, la Chine et l'Inde notamment, où les coûts de production, salariaux et réglementaires sont moins importants. « En 2008, l'Europe prenait 23 % d'un marché mondial de 2.000 milliards d'euros. En 2024, sur 5.000 milliards, elle n'en a plus que 13 % alors que la Chine est passée de 19 à 46 %. C'est énorme », récapitule Myriam Rouet-Meunier.

Dans ce contexte, quelles sont les solutions ? Outre l'accompagnement en matière de prix de l'énergie et le soutien à l'innovation, Olivier Piton cite « une réglementation raisonnée » à l'heure où les entreprises réalisent de moins en moins d'investissements de croissance, prises à la gorge par des investissements de maintenance. « Aujourd'hui, 75 % de l'investissement dans la chimie sert à répondre à des contraintes réglementaires. Il y a trois ans, on était à 55 % », précise le président de France Chimie Centre-Val de Loire. Il faut dire que « nos usines sont anciennes. La mienne, par exemple, a plus de 50 ans. Forcément, la réglementation des années 1970 n'est pas celle de maintenant et on fait face à des concurrents qui ont des moyens de production plus récents et des réglementations moins contraignantes. »

« Environ 2.000 recrutements prévus tous les ans jusqu'en 2030 »

Le but d'Olivier Piton et de l'équipe de France Chimie Centre-Val de Loire est aussi de faire découvrir la chimie au public, particulièrement aux jeunes générations. L'idée est d'accueillir des professeurs et des élèves dans les entreprises afin de leur « montrer que l'industrie chimique, ce n'est pas que des gens avec des masques et des blouses. Par ailleurs, il faut qu'on casse ce fantasme négatif autour de l'usine dangereuse », souligne le président. « Chez VWR, par exemple, on a plus de 30 métiers différents : des opérateurs mais aussi ceux en lien avec la qualité, la maintenance, l'hygiène, la sécurité, l'environnement, les ressources humaines, l'informatique », énumère-t-il.

France Chimie participe également à l'organisation de divers événements tels que le Prix Pierre Potier des lycéens, prix scientifique et technologique mettant en lumière les initiatives de l'industrie chimique en faveur du développement durable ; ou encore les Olympiades de la chimie, concours ouvert aux élèves de première et de terminale, qui ont eu lieu début mai. Car la chimie reste un secteur d'avenir comme le rappelle Olivier Piton : « En Centre-Val de Loire, 2.000 recrutements sont prévus tous les ans jusqu'en 2030 ! »

LA CHIMIE EN CENTRE-VAL DE LOIRE

VWR

face aux difficultés d'approvisionnement

Olivier Piton, président de France Chimie Centre-Val de Loire, dirige VWR à Briare. L'entreprise, classée Seveso seuil haut, s'appuie sur deux activités : le conditionnement de produits chimiques et une plateforme logistique.



La ville de Briare accueille le seul site industriel français de VWR.

Texte
Anne-Laure Le Jan
Photos
VWR International SAS

La ville de Briare, dans l'est du Loiret, peut s'enorgueillir d'accueillir le seul site industriel en France de VWR International SAS, filiale d'Avantor, société américaine de biotechnologie, de produits chimiques et pharmaceutiques. Le site briarais, construit dans les années 1970 sous l'enseigne Prolabo, s'appuie sur deux activités. La première, historique, est le conditionnement de produits chimiques. L'entreprise dispose de son propre laboratoire de contrôles qualité pour l'analyse des matières premières et des produits finis. La seconde activité est la logisti-

que et la distribution de consommables, matériels et équipements de laboratoire : « plastique, verre, pipettes, gros matériel, paillasses, systèmes d'extraction. C'est très large », énumère Olivier Piton, directeur général de VWR, par ailleurs président de l'organisation professionnelle régionale France Chimie Centre-Val de Loire. Ses clients sont « des grands industriels, notamment de la cosmétique et de la pharmaceutique, des laboratoires de recherche et développement, des universités... La chimie, on la retrouve partout, hormis dans quelques activités administratives tertiaires. » Environ 150 salariés travaillent à Briare : 40 % de l'effectif œuvrent à la production et au contrôle des produits chimiques entrants et sortants ; 60 % sont dédiés à la plateforme logistique. En 2025, « les choses se sont plutôt

bien passées. On a produit aux alentours de trois millions de bouteilles, soit dix millions de litres à la fois d'inflammables et de corrosifs, que l'on expédie partout en Europe », annonce le chef d'entreprise.

« Certains prix ont doublé voire triplé »

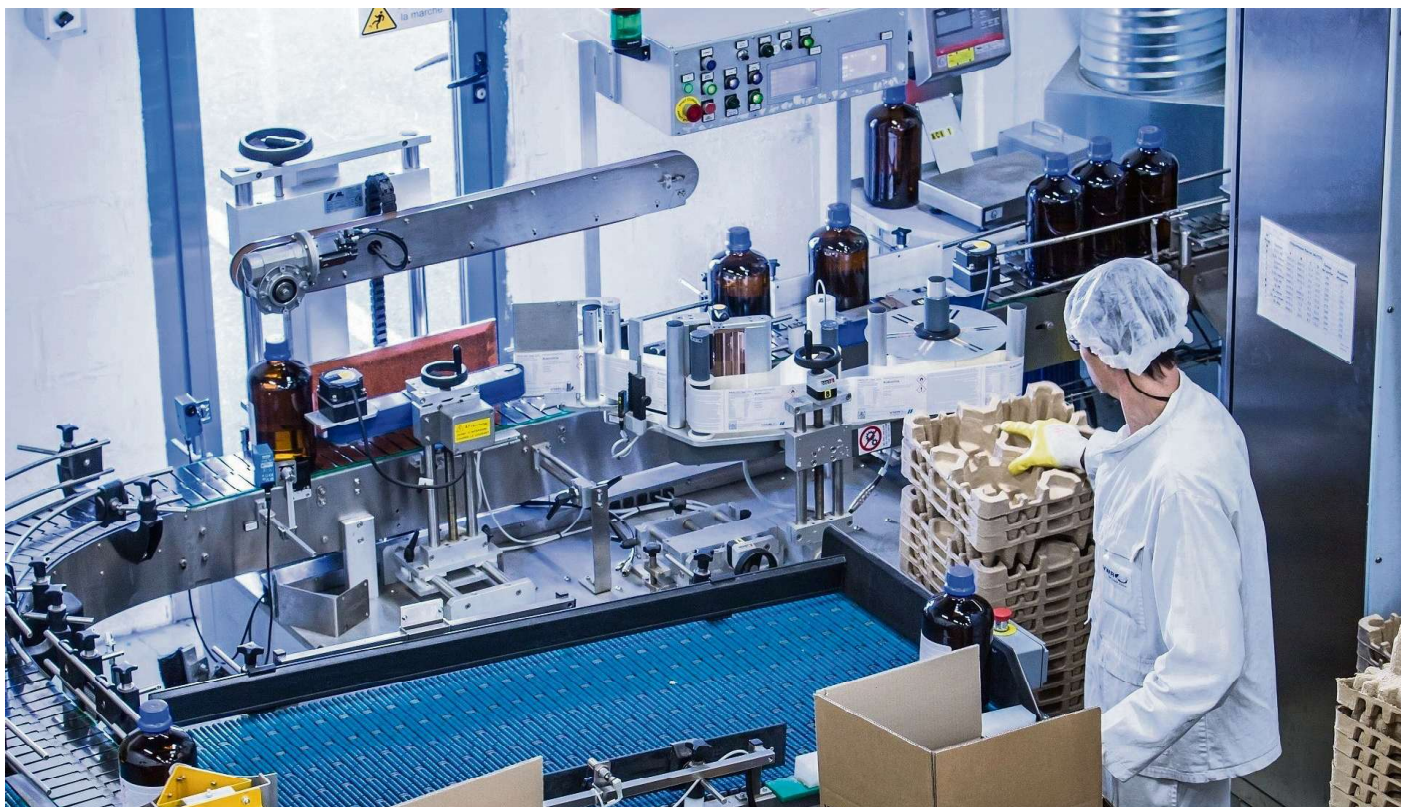
Malgré tout, l'activité ne justifie pas d'engager une importante vague d'embauches. « La chimie, en France, n'est pas dans une phase florissante. Aujourd'hui, on maintient nos effectifs sans difficulté et on recrute des profils spécifiques lorsqu'on a des besoins », précise Olivier Piton. Comment se profile l'année 2026 ? À l'heure actuelle, VWR doit surtout faire face aux conséquences négatives en matière d'approvisionnement de la guerre au Moyen-Orient, débutée

le 28 février. « D'une part, comme les liaisons maritimes sont perturbées, on a du mal à faire venir les marchandises. D'autre part, les coûts sont en hausse. Les prix d'achat de certains produits, en particulier les solvants, ont doublé voire triplé. Or, les solvants, on les

retrouve partout dans l'industrie, pour le nettoyage, le rinçage des outils ou comme matière première. » Pour le moment, Olivier Piton ne note pas de pénurie. Difficile, néanmoins, de prédire ce qui se passera durant les mois à venir.

Un site classé Seveso seuil haut

L'émotion suscitée par le rejet accidentel de dioxine en 1976 dans la commune de Seveso, en Italie, a incité les États européens à se doter d'une politique commune en matière de prévention des risques industriels majeurs. Selon la quantité totale de matières dangereuses sur site, les établissements sont classés Seveso seuil bas ou seuil haut. VWR, à Briare, est classée Seveso seuil haut. « C'est lié au type de produits chimiques et au volume puisqu'on peut y stocker 2.500 m³ », précise Olivier Piton. L'entreprise se doit donc d'être particulièrement vigilante et de gérer les risques. Elle dispose d'une surveillance sept jours sur sept et vingt-quatre heures sur vingt-quatre, de contrôles vidéo, de systèmes d'extinction, de multiples cellules de stockage équipées de portes et murs coupe-feu. Une équipe d'environ 25 salariés, formés avec des pompiers professionnels, peut intervenir en cas de besoin. « Cette équipe a été mise en place après un incendie, en octobre 1991 », indique-t-il.



À Briare, l'entreprise VWR emploie environ 150 salariés : 40 % de l'effectif œuvrent à la production et au contrôle des produits chimiques entrants et sortants ; 60 % sont dédiés à la plateforme logistique.

OCO

subit les difficultés du moment

Orrión Chemicals Orgaform formule et fabrique des produits de différentes sortes. Après une belle année 2025, 2026 démarre plus difficilement, malgré une belle innovation. L'atelier de valorisation des matelas tourne au ralenti.



Christian Siest, le dirigeant d'Orrión Chemicals Orgaform, l'an dernier, devant le démonstrateur créé pour SurfactGreen, à l'occasion des 15 ans de l'entreprise.

Texte et photo
Carole Tribout

Orrión Chemicals Orgaform, OCO, n'est pas l'entreprise chimique la plus importante du Loiret, même si sa cinquantaine de salariés y œuvre sur quatre hectares, à Semoy, près d'Orléans, pour un chiffre d'affaires passé de 15,4 millions d'euros en 2024 à 16,4 millions l'année dernière. Mais ce site de formulation et de chimie fine, présidé par Christian Siest, est emblématique de l'industrie chimique française. Un passé mouvementé, qui l'a vu changer de mains à plusieurs reprises. Une activité diversifiée aux applications qui touchent la vie quotidienne. Une volonté affirmée de se verdier et d'aller vers des ingrédients plus

naturels. Et des difficultés, cette année, avec un chiffre d'affaires qui pourrait baisser à 14,5 millions d'euros, liées à la guerre au Moyen-Orient et à la forte montée en puissance de l'industrie chimique chinoise en Europe.

Histoire

En 1967, Orchimie voit le jour à Fleury-les-Aubrais. L'entreprise produit, à l'origine, des additifs pour peintures, encres et caoutchouc, ainsi que des démolants. En 1999, l'entreprise est acquise par Rohm and Haas, groupe américain. En 2009, celui-ci est racheté par Dow Chemical, autre groupe américain... qui prévoit de fermer le site de Semoy. L'usine est alors acquise en 2010 par d'anciens cadres, dont Christian Siest, ex-directeur de production.

Elle devient Orrión Chemicals avec, pour premier client, Dow Chemical.

Produits

OCO fabrique la colle qui permet d'assembler les agrafes, de la cire émulsionnée pour protéger les bouteilles (de vin par exemple) et des agents de démoulage plastique. Elle vient d'ailleurs de mettre au point, après dix ans de recherche, un agent démolant aqueux qui pourrait lui assurer un bel avenir. Depuis 2021, elle produit aussi du polyol recyclé, pour confectionner de la mousse.

Verdissement

Le polyol produit depuis 2021 est issu de la valorisation de matelas usagés en mousse polyuréthane qu'OCO déchiquette et retire. Malheureusement, « un coup d'arrêt a été donné par l'Europe en début d'année : l'obligation d'introduire des produits recyclés a été reportée à 2032 », constate à regret Christian Siest, qui a vu plusieurs clients arrêter leurs contrats. « Le retraitement

des matelas tourne au ralenti. »

Quant au projet de révaloriser la mousse de sièges automobiles : « Nous continuons les essais, mais cela ne se fera pas tout de suite. »

Par ailleurs, en avril 2025, le site de Semoy a inauguré, avec la start-up rennaise SurfactGreen, un démonstrateur qui transforme des dérivés de betteraves en tensioactifs pour les produits capillaires. Il faut encore surmonter quelques problèmes techniques, mais le projet se développerait convenablement.

Enfin l'entreprise, membre de la communauté du Coq vert, investit pour consommer moins d'eau et d'énergie. Le projet était de mener ces investissements à bien en 2025-2026, mais, face aux problèmes actuels, ils s'étaieraient finalement jusqu'en 2028.

Le dossier d'aide pour creuser des puits de géothermie, afin de chauffer l'entreprise, sera déposé auprès de l'Ademe en fin d'année.

Inflation et concurrence

Comme tout le secteur, Orrión Chemicals Orgaform subit de fortes inflations, notamment sur le prix de certains solvants « dont le prix a été multiplié par trois ». Une inflation répercutée sur les clients. L'entreprise a augmenté ses stocks de cire, par crainte de pénuries à venir et à les capacités de reformuler des alternatives. Mais, malheureusement, ce produit voit ses clients se raréfier, les Français consommant moins de vin.

Ces envolées sont aussi dues à la fermeture régulière de fournisseurs européens. « C'est la catastrophe », souligne le dirigeant qui est aussi vice-président de France Chimie en Centre-Val de Loire et administrateur national. « Nous sommes inondés par les Chinois qui ne peuvent plus exporter aux États-Unis. Il faut des droits de douane. »

L'ACTU ÉCO

EN BREF

Plus de 3.000 entreprises aidées par Bpifrance

En 2025, la banque publique d'investissement a soutenu financièrement (toujours en partenariat avec des banques ou la Région) 3.084 entreprises du Centre-Val de Loire, leur consentant 878 millions d'euros d'aides, ce qui a permis de mobiliser la somme globale de 2 milliards d'euros, un montant stable. Les dépenses les plus importantes sont revenues au Loiret - 312 millions (pour un total de 731 millions mobilisés) - suivi de l'Indre-et-Loire (282 millions pour 591 millions mobilisés), l'Eure-et-Loir (131 millions pour 328 millions mobilisés), le Loir-et-Cher (63 millions pour 166 millions mobilisés), le Cher (61 millions pour 125 millions mobilisés) et l'Indre (29 millions pour 76 millions mobilisés).

Le chômage a légèrement reculé

En moyenne, au premier trimestre 2026, en Centre-Val de Loire, le nombre de personnes inscrites à France Travail, qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social, s'établit à 224.150 (catégories A, B, C, D, E). 18.120 personnes sont en parcours social (catégorie F) et 17.846 en attente d'une orientation (catégorie G). Le nombre de demandeurs tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 200.100 (chiffre stable). Parmi eux, 107.360 sont sans emploi (catégorie A, -1,6 % sur un an).

Moins d'intentions d'embauche, cette année, dans la région

Avec 81.326 projets de recrutement envisagés par les employeurs de la région Centre-Val de Loire fin 2025 pour 2026, le niveau d'intentions d'embauche baisse de -5,7 % par rapport à l'année précédente mais demeure supérieur au niveau d'avant crise sanitaire. Seul le secteur de l'agriculture affiche une croissance (+13,9 %) mais pour 80 % de projets saisonniers. La construction recule de -15,8 %, les services aux entreprises de -12,4 % et l'industrie de -9,1 %.

REP



Les grands projets stratégiques du Loiret et du Cher

Parmi les 150 grands projets stratégiques mis en avant par le président de la République, le 22 avril dans l'Allier, quatre concernent la région, deux dans le Loiret, deux dans le Cher.

Dans le Loiret, Intact transforme, dans une vaste usine neuve de Baule, dans la zone Synergie Val de Loire, des pois, cultivés localement et de façon biologique, en protéines végétales pour l'alimentation humaine. Ainsi qu'en alcool neutre, au bénéfice, entre autres, de Cointreau et de Guerlain. L'usine d'Intact est, cependant, terminée depuis décembre et ne nécessite pas de passer en mode « Notre-Dame de Paris », comme le dit le Président, pour accélérer son implantation ! Elle est pleinement entrée en production en avril.

Toujours dans le Loiret, Thales, entreprise d'armement, souhaite s'étendre à La Ferté-Saint-Aubin et à Ardon. Les travaux pourraient commencer en novembre pour durer près d'un an. Cette extension, qui a nécessité le changement de plan local d'urbanisme d'une zone naturelle, répond à la volonté d'accélérer la production d'armements. La nouvelle zone servirait à couler de nouvelles roquettes. Selon le dossier d'enquête publique, l'objectif est de passer, sur ce site de près de 500 hectares et de quelque 900 salariés, de 50.000 à 180.000 munitions par an à partir de 2029.

Dans le Cher, deux grands industriels de la défense sont fléchés. De forts investissements sont prévus chez KNDS, le fabricant du canon Caesar, pour produire davantage d'obus. La montée en charge va passer par une extension d'envergure à La Chapelle-Saint-Ursin et Morthomiers, dans l'agglomération de Bourges, pour accélérer la production. Du côté de MBDA, une importante extension foncière se poursuit à Bourges, route d'Issoudun. C'est aussi ce que le missile fait sur son site du Subdray, en rachetant 70 hectares de terres agricoles.

EURE-ET-LOIR

Raigi SA

espère faire rouler les tracteurs à l'hydrogène

À Rouvray-Saint-Denis, commune eurélienne proche de la frontière loirétaine, Raigi a été contactée, l'an dernier, pour participer au projet Arhystote, qui doit permettre de faire rouler des tracteurs à l'hydrogène, à partir de 2027.



Olivier Perrier, patron du groupe industriel Raigi.

Texte et photos
Ahmed Taghze

Olivier Perrier est un dirigeant industriel heureux dans son petit monde beauceiron isolé à Rouvray-Saint-Denis. Raigi SA, son groupe industriel, vieux de soixante-dix ans, a un savoir-faire d'excellence dans le secteur de la chimie. Il produit des élastomères et fabrique des pièces telles que le réservoir GPL Le Cube ou le liner de réservoirs d'hydrogène. « 50 % des voitures produites dans le monde possèdent un produit Raigi », se plaît à dire le dirigeant eurélien. L'entreprise possède plusieurs brevets déposés grâce à son unité recherche et développement. Dans le cadre de cette « stratégie nationale bas carbone », qui s'insère dans le programme France 2030,

l'entreprise Raigi, à Rouvray-Saint-Denis, a été mandatée par l'État. Elle est partie prenante du projet Arhystote, démarré il y a un peu plus d'un an et mené par la gigantesque entreprise américaine AGCO. C'est un investissement à sept voire huit chiffres, qui doit entraîner une révolution sur le marché. Il est ici question d'intégrer la technologie hydrogène dans des tracteurs de moyenne puissance afin de les décarboner. Le défi réside dans le fait qu'il faut le faire sur les moteurs diesels actuels, alors que l'hydrogène entraîne des complications techniques. Dans le même temps, il faut « maximiser l'autonomie et limiter l'augmentation du poids pour préserver les sols », impose la préfecture de la région Centre-Val de Loire. L'expertise de Raigi dans le domaine de l'hydrogène est mise à contribution, puisque les caractéristiques doivent être adaptées aux desiderata de la

molécule. « L'hydrogène étant mis sous très haute pression, le réservoir doit être capable de résister à cette contrainte. Pour cela, son volume va être multiplié par trois ou quatre par rapport à un contenant classique, et doit adopter une forme cylindrique. Il faut trouver de la place dans l'implantation du tracteur », glisse Olivier Perrier.

De lourds investissements

L'utilisation de l'hydrogène pourrait bien entraîner une véritable transformation. En effet, un agriculteur aurait en théorie la capacité de faire le plein de son tracteur grâce aux déchets organiques de son exploitation. « Pour cela, il faudrait récupérer ses derniers et les passer au méthaniseur. Ce passage va produire du gaz naturel, lui-même à insérer dans un craqueur, une machine permettant de rejeter du carbone et de l'hydrogène. À l'aide

d'une cuve de stockage et d'une pompe sous pression, cet hydrogène pourrait ensuite remplir le réservoir du tracteur », détaille le patron. De lourds investissements à l'instant, mais de potentielles économies sur le long terme. Raigi avait la capacité de produire des réservoirs en mêlant fibre de carbone et une matrice époxy. Problème, ces deux composants sont très difficiles à délier, rendant la production très peu recyclable.

L'idée est alors venue de remplacer la matrice par un liner thermoplastique, mais qui amène, lui aussi, son lot de problème : par rapport à l'époxy, il est compliqué d'atteindre les mêmes performances mécaniques, d'autant plus avec la même quantité de matière. Davantage de matière est synonyme de poids plus important, lui-même synonyme d'un coût de production plus élevé... « En résolvant ce problème, on va ouvrir la voie

à plein d'autres applications possibles. » Une vingtaine de thermoplastiques différents a été testée, et Raigi a « trouvé quelque chose qui paraît satisfaisant ». Le tout est envoyé au centre technique des industries mécaniques (Cetim), qui ajoute le carbone. Pour le moment, l'entreprise eurélienne travaille sur des modèles réduits, mais prévoit de passer sur des contenants de 62 litres à l'automne. En fin de vie, le réservoir pourra être chauffé pour faire fondre le plastique et ainsi récupérer le carbone. Cette solution pourrait être commercialisée sur de nouveaux tracteurs - forcément plus chers -, mais les rétrofits (adaptation de l'équipement existant en y intégrant de nouveaux composants plutôt que le remplacer) paraissent aussi possibles, en changeant le système d'injection des véhicules en circulation.

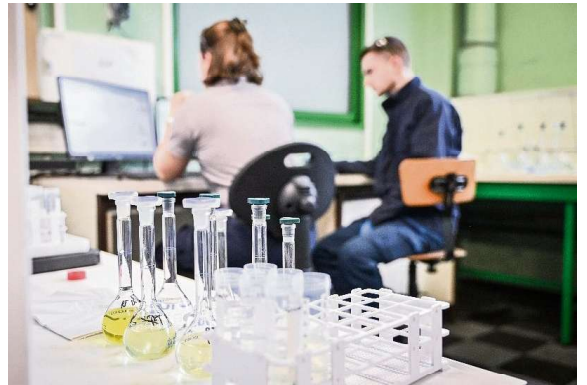


Le groupe industriel eurélien Raigi SA produit des élastomères et fabrique des pièces telles que le réservoir GPL Le Cube dans ses locaux sur la petite commune de Rouvray-Saint-Denis, près du département loirétain.

Jacobi

à la pointe des solutions de purification et filtration

Spécialiste du charbon actif, utilisé comme matière filtrante pour l'air ou l'eau potable, Jacobi Carbons France investit lourdement à Vierzon (Cher) pour devenir un industriel modèle sur le plan environnemental.



La matière première utilisée par Jacobi, la noix de coco, provient d'Inde, du Sri Lanka, du Vietnam et des Philippines.

Texte
Vincent Michel avec Thomas Migault
Photo
Pierrick Delobelle

Spécialisée dans les solutions de purification et de filtration à base de charbon actif issu de noix de coco, Jacobi Carbons France a posé la première pierre de sa nouvelle unité de production à Vierzon, au parc technologique de Sologne, en novembre dernier.

La société ne quitte pas son usine de la zone des Forges. Il s'agit d'un agrandissement indispensable. Un investissement à hauteur de 30 millions d'euros.

Le site historique continue de se développer dans le domaine de l'alimentation, de la pharmaceutique et des applications de spécialité, tandis que le nouveau site fera

croître l'activité « services », pour fournir des solutions mobiles de filtration, flexibles et rapides, au secteur industriel, avait précisé Usman Saeed, directeur délégué de Jacobi Carbons France. Il s'agit de filtres de très grande taille que Jacobi développe déjà depuis plusieurs années aux Forges. Ils sont proposés à la location aux entreprises, aux collectivités. Leur remplissage en charbon et la régénération de celui-ci – il peut être réactivé onze fois – seront assurés sur le nouveau site.

Sur sa nouvelle unité, Jacobi prévoit la création de près de quarante emplois. Quatre-vingts personnes sont déjà employées sur le site des Forges.

Vertueux sur le plan environnemental

Installée route de Foëcy, l'usine initiale de l'entreprise fabrique du charbon actif depuis 1956. Long-

temps sous l'enseigne de la société Pica, elle a été rachetée en 2011 par Jacobi, groupe suédois, devenu une filiale du groupe japonais Osaka Gas Chemicals depuis 2014, présente un peu partout en Europe, ainsi qu'aux États-Unis, en Asie et au Moyen-Orient. Le site vierzonnais affichait une production de 12.000 tonnes de charbon en 2024, la plus importante de Jacobi en Europe.

La matière première utilisée par Jacobi, la noix de coco, provient d'Inde, du Sri Lanka, du Vietnam et des Philippines. Un produit puissant et renouvelable. « Avec ce projet, nous nous préparons à répondre à la demande croissante de services, produits et systèmes de charbon actif de haute qualité pour la protection de l'environnement », avait expliqué Erik Lauer, PDG Europe du groupe Jacobi, venu à Vierzon pour la pose de la première pierre en novembre 2025.

En régénérant le charbon de ses unités mobiles sur son nouveau site vierzonnais, Jacobi entend éviter du transport. L'opération était réalisée jusque-là à l'étranger. Ce sera « l'équivalent de 25.000 tonnes de CO₂ évitées », selon Usman Saeed, qui voit en la future usine une « réponse concrète aux défis de notre époque », parmi lesquels « l'économie circulaire, la décarbonation et le maintien des compétences en France ».

Par ailleurs, Jacobi va intégrer sur son nouveau site de production des technologies conçues pour des émissions minimales et une utilisation optimale de l'énergie, « qui établiront une véritable référence pour l'ensemble de l'industrie », promettent ses dirigeants.

La société a reçu le Prix spécial du jury lors de la cérémonie des Trophées Chimie responsable 2025, en novembre dernier à Paris. Le jury a

donc voulu saluer plusieurs défis que Jacobi va relever avec sa nouvelle usine. Tout d'abord, « maîtriser le cycle de vie complet du produit et ainsi s'inscrire dans une démarche d'économie circulaire ; garantir la qualité du charbon actif produit par réactivation et donc son efficacité à traiter les effluents industriels liquides ou gazeux et ainsi participer à la protection de la santé et de l'environnement ; réduire l'utilisation des matières premières et les déchets grâce à la réutilisation des charbons actifs saturés en lieu et place de leur élimination ; réduire l'empreinte carbone liée aux transports des charbons actifs. Mais aussi participer à l'indépendance industrielle française et sécuriser l'approvisionnement, en particulier pour les applications critiques et essentielles dans lesquelles le charbon actif est utilisé ».

NOMINATIONS

HÉLÈNE LE STRAT

Directrice de l'Urssaf Centre-Val de Loire



Hélène Le Strat a pris ses fonctions de directrice régionale de l'Urssaf Centre-Val de Loire le 27 avril.

Diplômée de Sciences po Rennes et de l'École nationale supérieure de Sécurité sociale, elle a une expérience de quinze ans au sein des organismes de protection sociale, dont huit ans passés au cœur du réseau des Urssaf. Elle occupait, depuis avril 2022, le poste de directrice adjointe de l'Urssaf Pays de la Loire.

Son parcours a débuté à l'Assurance maladie, où elle a exercé des responsabilités stratégiques et opérationnelles à la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de Loire-Atlantique puis de la Vendée. Elle succède à Julien Floc'h, qui a rejoint l'Urssaf Bretagne le 1^{er} février.

THIERRY BLONDEL

Directeur général d'Axérial



Thierry Blondel a été nommé directeur général de la SCA Axérial, coopérative agricole qui siège à Olivet (Loiret). Son périmètre d'intervention comprend les activités agricoles France et Europe centrale. Il pilotera également les fonctions supports y compris la direction financière du groupe. Sur le volet agricole, il sera épaulé par Marie-Laure Bolentin-Pomerol, directrice générale agriculture France. Expérimenté dans les matières premières et les industries de première transformation en France et à l'international, Thierry Blondel a piloté des activités agricoles, commerciales, logistiques et industrielles en Europe, Afrique et Moyen-Orient. Il a rejoint Axérial en 2021, où il a successivement été directeur des études stratégiques, puis directeur général des activités agricoles en Europe centrale.

DAVID CAILLE

DRH au Crédit agricole Centre-Loire



David Caille a rejoint le Crédit agricole Centre Loire en tant que directeur des ressources humaines et de l'environnement de travail le 1^{er} mai. Il arrive du Crédit agricole Finistère et succède à Vanessa Dutouya, qui occupait cette fonction depuis juillet 2021 et qui a été nommée directrice générale adjointe du Crédit agricole du Morbihan. Agé de 49 ans, David Caille est fort de plus de vingt ans d'expérience dans le pilotage des ressources humaines et la conduite de transformations organisationnelles. Il a débuté sa carrière dans un cabinet de recrutement, au service de grands comptes, après des études de commerce. Après seize ans au Crédit agricole Centre France, il a exercé chez LCL en tant que directeur de l'accompagnement du changement et du pilotage RH.

SALIMA YAKHLEF

Directrice du site Novo Nordisk de Chartres



Depuis avril, Salima Yakhlef est nommée directrice du site chartrain de industriel pharmaceutique Novo Nordisk. Arrivée, localement, il y a onze ans, elle a notamment occupé le poste de directrice senior du département de production aseptique du site chartrain, pendant trois ans et demi. Elle a dirigé le service de contrôle qualité pendant un an. La jeune dirigeante aura à diriger plus de 1.700 salariés sur ce site qui double, depuis 2023, sa superficie et ses installations avant de chercher à doubler sa production de médicaments anti-obésité et diabète, à partir de 2028. Un investissement de 2,1 milliards d'euros a été consacré par le groupe danois pour réaliser cet objectif ambitieux. Salima Yakhlef remplace à ce poste Laura Svensson, qui a dirigé l'établissement pendant un peu plus d'un an et demi.

PIERRE VULIN

Directeur général de la chambre de commerce et d'industrie 28



Arrivé à la direction générale de la chambre de commerce et d'industrie d'Eure-et-Loir (CCI 28), Pierre Vulin remplace à ce poste Françoise Hédrucourt-Rigaut. Depuis 2023, Pierre Vulin a dirigé la chambre de commerce et d'industrie de la Drôme. De 2021 à 2023, il avait assuré la direction générale de la chambre consulaire de Corrèze-Dordogne et de 2012 à 2021, il avait assuré la direction de la CCI de la Dordogne. Mais son curriculum vitae n'est pas constitué de cette nature de carrière. Pierre Vulin a été secrétaire générale du Medef Dordogne-Périgord, de 2008 à 2012, après un passage de quatre ans à la tête de l'Office commercial pharmaceutique du département de la Dordogne. Et au début de sa carrière, il a été responsable merchandising et distribution chez Nestlé France, en Ile-de-France.